



# TRIBUNE

# OUVRIERE

Journal publié par un groupe d'ouvriers de la  
REGIE R E N A U L T

Dans le cadre des discussions qui se déroulent dans les ateliers sur les revendications, la section syndicale C.G.T. du Département 11 publie dans son bulletin "Le Choc" le programme revendicatif suivant :

1° - pour tous, une augmentation horaire de 40 francs repoussant une augmentation au pourcentage.

2° - la semaine de 45 heures, premier palier vers le retour des 40 heures, sans diminution de salaire, ni augmentation de cadences.

3° - Incorporation de toutes les primes dans le salaire horaire, considérant que ces primes sont un salaire qui ne doit plus être soumis à toutes sortes de restrictions.

Les travailleurs syndiqués du département 11 :

mandatent leur syndicat pour examiner dans la branche automobile un nouveau coefficient des O.S. se rapprochant plus près des Professionnels, tenant compte que l'O.S. travaille sur des machines-outils perfectionnées demandant beaucoup de précision et toujours plus de pièces. Ils proposent le coefficient 140.

La résolution s'affirme ensuite pour la suppression de la catégorie du Manoeuvre gros travaux et demande son incorporation aux O.S.

Au moment où la discussion commence dans les ateliers sur un programme revendicatif, les positions que viennent d'affirmer les camarades du département 11 doivent servir d'exemple.

Reprenons les points :

### 40 FRANCS POUR TOUS PAS D'AUGMENTATION AU POURCENTAGE.

Voilà une magnifique réponse aux positions de la C.F.T.C. qui voulait nous voir agir en revendiquant 10 % et qui aujourd'hui semble se mettre d'accord avec la direction de la C.G.T. pour 30 francs.

Comment les 25.000 O.S. et Manoeuvres plus tous les autres petits coefficients pourraient-ils se battre pour obtenir dans le meilleur des cas ces 20 francs de l'heure, pendant que la maîtrise, qui ne ferait pas la grève, obtiendrait plus de 50 francs de l'heure ? 40 FRANCS DE L'HEURE POUR TOUS, c'est le seul mot d'ordre qui peut unifier tous les travailleurs de la Régie et des autres boîtes.

LA SEMAINE DE 45 HEURES : ne peut-être qu'une étape comme le disent les travailleurs du 11, car avec l'abrutissement du travail actuel c'est bien les 40 heures qu'il faudra que nous arrivions à réimposer.

L'INCORPORATION DES PRIMES : tout le monde le veut, car nous en avons assez de ce chantage permanent de la direction qui nous punit comme des enfants, en rognant sur notre salaire pour une absence, ou, lorsqu'ils prétendent que nous ne faisons pas notre production. NOUS VOULONS NOTRE SALAIRE INTEGRAL.

Mais le point le plus positif du programme est bien cette idée que le coefficient de l'O.S. doit être porté à 140 et que le Manoeuvre doit être payé au tarif O.S. Cette revendication équivaudrait en réalité à une augmentation de 15 points, soit 24 Francs de plus de l'heure. Nous arriverions ainsi à un salaire pour les O.S. de :

$$222 \text{ fr.} + 24 \text{ fr.} + 40 \text{ fr.} = 286 \text{ francs}$$

Cette revendication rétrécirait ainsi l'écart trop considérable qui existe entre le Professionnel et l'O.S. et qui crée une atmosphère de division au sein des ouvriers. Nous pourrions donc envisager comme revendication : retour à 3 Catégories.

O.S. .... 140 points, 286 fr. de l'heure  
Ouvrier de Fabrication ... 165 points, 328 fr. de l'heure.  
Ouvrier Outilleur ..... 191 points, 370 fr. de l'heure

TRIBUNE OUVRIERE combat depuis 3 ans pour ces idées, nous les voyons aujourd'hui partagées par un grand nombre de travailleur. C'est un grand pas de fait.

Nous pensons qu'il reste deux autres questions :

1°) si nous avons envie de nous battre, nous n'avons pas envie de nous battre tout seuls, parce que nous en avons assez des grèves tournantes et nous avons tous la conviction que pour faire céder DREYFUS et le GOUVERNEMENT, il faudra un mouvement très large englobant toutes les usines de la région parisienne et si possible celles de Province qui recommencent à bouger (NANTES, Saint-NAZAIRE, Saint-ETIENNE).

2°) notre direction : allons-nous, après avoir fixé nous-mêmes notre programme, nous laisser imposer le programme de la C.F.T.C., de F.O. ou du S.I.R. ou encore de la direction de la C.G.T. qui laisse certaines de ses sections syndicales adopter des revendications, comme au 11, tout en formulant des revendications absolument opposées dans d'autres départements? LINET est en train de manoeuvrer avec les autres organisations syndicales pour aboutir à un programme revendicatif des plus modéré, qui ne tiendra aucun compte de nos intérêts.

Allons-nous, sous prétexte qu'il faut réaliser l'unité, adopter le programme le plus faux, le plus inutile pour lequel la majorité d'entre nous ne voudra pas se battre? L'UNITE DES SYNDICATS N'EST PAS L'UNITE DES OUVRIERS.

Dans la période actuelle ce ne sont pas les revendications particulières que l'on doit mettre en avant, mais les revendications générales qui intéressent tous les travailleurs. Pour cela les revendications doivent être élaborées en commun dans tous les ateliers, indépendamment de l'appartenance politique ou syndicale des ouvriers. Ce sont les ouvriers qui font les grèves et c'est donc eux qui doivent déterminer leurs revendications. Que nous importe les accords de bureaucrates syndicaux, si ces accords n'ont rien à voir avec nos propres intérêts.

Si les revendications doivent être générales, les formes d'action doivent l'être aussi. Les débrayages par département sont à condamner. Seul un débrayage général est valable.

Notre action doit donc s'orienter dans trois sens :

1°/ faire connaître le plus largement possible le programme revendicatif du département 11 ainsi que toutes les autres propositions des autres départements

2°/ s'organiser dans les autres ateliers pour, à la fois, discuter les revendications et préparer l'action. Former des comités de préparation à la grève qui seront les véritables représentants des ouvriers : personne ne doit décider à notre place de notre programme revendicatif et des moyens de lutte, personne ne doit diriger notre grève que nous-mêmes.

3°/ prendre contact d'ateliers en ateliers, de départements en départements, pour coordonner ces comités et aboutir à la constitution d'un comité central de préparation à la grève.

Ce n'est qu'à ces conditions que la lutte peut commencer et pourra être victorieuse, car en aucun cas nous ne pourrions nous contenter des 2 % "généreusement" accordés par DREYFUS sur la paye de Vendredi dernier.

Si nous nous laissons faire, encore une fois, par les bureaucraties syndicales, celles-ci sauront bien vite faire avorter tout mouvement comme elles l'ont fait depuis 10 ans.